

REPUBLIQUE ET



CANTON DE GENEVE

POUVOIR JUDICIAIRE

P/25598/2023

ACPR/826/2024

**COUR DE JUSTICE**

**Chambre pénale de recours**

**Arrêt du jeudi 7 novembre 2024**

Entre

A \_\_\_\_\_, représenté par M<sup>e</sup> B \_\_\_\_\_, avocat,

recourant,

contre l'ordonnance de refus de nomination d'avocat d'office rendue le 28 mars 2024 par le  
Ministère public,

et

**LE MINISTÈRE PUBLIC** de la République et canton de Genève, route de Chancy 6B,  
1213 Petit-Lancy - case postale 3565, 1211 Genève 3,

intimé.

---

**Vu :**

- les procédures pénales P/25598/2023, P/5797/2024 et P/5096/2024 ouvertes à l'encontre de A\_\_\_\_\_;
- l'ordonnance du 7 février 2024 désignant M<sup>e</sup> B\_\_\_\_\_ à la défense d'office du précité dans la procédure P/25598/2023;
- la lettre du 11 mars 2024, par laquelle M<sup>e</sup> B\_\_\_\_\_ a sollicité sa nomination d'office dans la procédure P/5797/2024 [jointe le 28 mars 2024 à la présente cause], avec effet au jour de la demande;
- l'ordonnance de refus de nomination d'office rendue le 28 mars 2024 par le Ministère public;
- le recours de A\_\_\_\_\_ contre cette décision;
- la jonction de la présente procédure à la P/25598/2023, ordonnée le 13 mai 2024 par le Tribunal de police;
- l'audience de jugement du 22 juillet 2024;
- les observations du Ministère public du 14 octobre 2024;
- l'absence de réplique de A\_\_\_\_\_.

**Attendu que :**

- le Tribunal de police a indemnisé M<sup>e</sup> B\_\_\_\_\_ pour son activité du 7 février au 22 juillet 2024 dans la procédure P/25598/2023;
- le recours a ainsi perdu de son objet;
- il sera statué sans frais.

\* \* \* \* \*

**PAR CES MOTIFS,  
LA COUR :**

Déclare le recours sans objet et raye la cause du rôle.

Laisse les frais de la procédure de recours à la charge de l'État.

Notifie le présent arrêt, en copie, à A\_\_\_\_\_, soit pour lui, son conseil, et au Ministère public.

Le communique pour information au Tribunal de police.

**Siégeant :**

Madame Daniela CHIABUDINI, présidente; Mesdames Corinne CHAPPUIS BUGNON et Françoise SAILLEN AGAD, juges; Monsieur Julien CASEYS, greffier.

Le greffier :

Julien CASEYS

La présidente :

Daniela CHIABUDINI

**Voie de recours :**

*Le Tribunal fédéral connaît, comme juridiction ordinaire de recours, des recours en matière pénale au sens de l'art. 78 de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110); la qualité et les autres conditions pour interjeter recours sont déterminées par les art. 78 à 81 et 90 ss LTF. Le recours doit être formé dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète de l'arrêt attaqué.*

*Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14. Les mémoires doivent être remis au plus tard le dernier jour du délai, soit au Tribunal fédéral soit, à l'attention de ce dernier, à La Poste Suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse (art. 48 al. 1 LTF).*